Secretariat Geneneral

Cour Nationale Du Droit D'Asile

35 rue Cuvier

93558 Montreuil sous Bois Cedex

Paris

19th May 2011-05-19

You ref N. 11009143

Request for Asylum

Dear Sir,

Please find enclosed documents requested plus other documents for the court, to clarify the urgency, as I am without an advocate.

Yours sincerely

Maurice J Kirk

Montreuil sous Bois, le 13/05/2011

COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE

Secrétariat Général

35 rue Cuvier

93558 Montreuil sous Bois Cedex

Tél : 01 48 18 40 00 Recours FAX : 01 48 18 44 20 Mémoires, pièces, courriers FAX : 01 48 18 44 30 Demandes de renvoi FAX : 01 48 18 44 25 Communication de dossiers et accueil avocats FAX :

> 01 48 18 44 22 Greffe ouvert du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 - 14h00 à 16h30

M. KIRK MAURICE JOHN
Puits aux Papillons
St Doha
22230 ST DOHA MERDRIGNAC

Notre réf: N° 11009143

(à rappeler dans toutes correspondances)

Monsieur MAURICE JOHN KIRK c/ OFPRA ACCUSE DE RECEPTION D'UN RECOURS Lettre recommandée avec avis de réception

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que le recours que vous avez formé a été enregistré*, le 26/04/2011, au greffe de la Cour nationale du droit d'asile sous le numéro cité en référence. Le présent document est valable jusqu'à la décision de la cour. <u>Il sera ni renouvelé ni actualisé. Aucun duplicata ne sera délivré.</u>

Je saisis cette occasion pour vous recommander:

- de rappeler le numéro d'enregistrement de votre recours sur toutes les pièces ou courriers adressés à la cour,

- d'informer le greffe de la cour de vos éventuels changements d'adresse.

Dans le délai d'un mois à compter de la réception du présent avis de réception vous pouvez demander le bénéfice de l'aide juridictionnelle dans les conditions prévues à l'article L731-2 du CESEDA cf fiche d'information.

Dans le délai de deux semaines après la réception de ce courrier, l'intégralité du dossier de ce recours sera à votre disposition sur demande au greffe de la cour (service de l'accueil des parties, rez-de-chaussée). Vous voudrez bien prévenir de votre venue 48 heures à l'avance par télécopie.

Votre recours pourra être traité selon l'une des deux procédures suivantes:

- il est examiné par une formation de jugement collégiale lors d'une audience à laquelle vous êtes convoqué. Vous pourrez ainsi présenter des observations orales et être assisté(e) par un conseil de votre choix. A cet effet, il vous est demandé de renvoyer dans les meilleurs délais le formulaire ci-joint afin d'indiquer la langue dans laquelle vous souhaitez être entendu.

- il peut également donner lieu à une ordonnance en application de l'article L.733-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dans les cas cités aux articles R.733-5 et R.733-16 du même code.

Enfin, si vous avez besoin d'explications ou de renseignements complémentaires, vous pouvez écrire à la cour ou téléphoner au 01 48 18 40 00.

^{*} Certaines informations faisant l'objet d'un enregistrement informatique pour les besoins de l'instruction et du suivi du dossier, un droit d'accès et de rectification des données personnelles peut être exercé auprès du président de la cour.



Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Secrétaire général, par délégation,

S. DELCOURI



DOSSIER: nº 11009143

Demande d'interprétariat

	Je, soussigné MAVRICE JOHN KIRK
	Domicilié(e) à :
	PUIJS AVAPAPILLONS
	ST DOHA
	22230 MERDRIGHAC
	COJE D'ARMOR
	demande à être entendu(e) dans une autre langue que celle dans laquelle j'ai
léclaré vou	loir être entendu(e) à l'OFPRA ;
	Langue souhaitée : ENGLISH
	Fait à 57 DOHA le 19/05/2011
	SIGNATURE

<u>Ce document complété doit être envoyé à l'adresse suivante dans les meilleurs délais :</u>

Cour nationale du droit d'asile 35 rue Cuvier 93558 Montreuil sous Bois cedex

Si vous êtes convoqué(e) devant la Cour, un interprète vous assistera gratuitement lors de l'audience. Selon la rareté de la langue souhaitée et/ou de votre langue maternelle, la formation de jugement peut être amenée à vous entendre dans une autre langue que vous comprenez.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉCEPISSE CONSTATANT LE DEPOT D'UNE DEMANDE D'ASILE

DOSSIER Nº

PRÉFECTURE - QUI ES BLANTILE

ASI2610131

ENTRÉE EN FRANCE

PRÉNOMS

NÊ(E) LE

1E/03/1945 A TPUNTON

PERE

MÈRE NATIONALITÉ BRETANNIQUE

SITUATION DE FAMILLE MARIE

ADRESSE (CHEZ)

FECENTESE CONSTATANT LE DEPUT D'UNE DEMANDE D'ABILE

N'autorise pas son titulaire à travailler

SIGNATURE DU TITULAIRE :

SIGNATURE ET CACHET DE L'AUTORITÉ

FAIT A SAINT BRIENC LE - \$2/03/2010

VALABLE JUSQU'AU 21 F06/2011

02423720

LE PRÈSENT RÉCÈPISSÉ VAUT AUTORISATION DE SÉJOUR. IL NE DONNE PAS DROIT A EXERCER UNE ACTIVITÉ SALARIÉE SANS AUTORISATION



FAO

Cour NationaleDu Droit D'Asile

Paris

19th May 2011

I have repeatedly refused 300 Euros a month, offered to me at both St Brieuc and Rennes Prefectures, as I am embarrassed enough, as an Englishman, having to ask for asylum in France.

Maurice J Kirk BVSc

19th May 2011

OFFICE FRANÇAIS DE PROTECTION DES RÉFUGIÉS ET APATRIDES

201, rue Carnot 94136 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX

N° de courrier : SE3-011001-00-110330

N° de dossier : 2010-12-03992-EU-NHI à rappeler impérativement dans toute correspondance

date de naissance : 12/03/1945 ressortissant(e) britannique

KIRK Maurice John PUITS AUX PAPILLONS

22230 ST DOHA MERDRIGNAC

DECISION DE REJET D'UNE DEMANDE D'ASILE

M

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE FRANCAIS DE PROTECTION DES REFUGIES ET APATRIDES

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et notamment ses articles L. 711-1, T_1 . 712-1 et suivants, L. 713-1 et suivants, L. 721-2, R 721-1, R 723-2 et suivants ;

Vu la demande d'admission au bénéfice de l'asile présentée par M KIRK

Maurice John en date du 10/12/2010

DECIDE

La demande d'asile présentée par M KIRK Maurice John est rejetée pour les motifs suivants :

L'intéressé, ressortissant britannique et ancien vétérinaire, invoque une obstruction volontaire de la part des administrateurs locaux du système judiciaire britannique, l'empêchant, entre autres, d'obtenir sa réintégration dans les registres de l'Ordre national des vétérinaires. Il déclare avoir été l'objet de menaces de mort lors de son arrestation en 2009, ainsi que d'internements abusifs en service psychiatrique pénitencier. Un mandat d'arrêt aurait été délivré le 2 novembre 2010 contre lui pour une agression. Ces démêlés auraient entraîné un retard dans la prise en charge thérapeutique de divers autres problèmes de santé, en particulier orthopédiques.

Cependant, l'intéressé ne fournit aucun élément, dans ses déclarations confuses mais détaillées, de nature à établir sérieusement qu'il puisse faire l'objet de persécutions ou être exposé à des menaces sans pouvoir obtenir de protection dans son pays d'origine.

Par ailleurs, la Grande-Bretagne, Etat membre de l'Union européenne, peut être regardée comme respectant les libertés fondamentales ; ce pays dispose notamment d'un système judiciaire de nature à garantir à ses ressortissants le droit à un recours effectif en cas d'atteinte à ces libertés. Dès lors, sa demande apparaît manifestement infondée.



- N° de dossier : 2010-12-03992

En conséquence, sa situation ne relève pas des cas visés aux articles L. 711-1 et L. 712-1 du code susvisé.

Fait à Fontenay-sous-Bois, le 30/03/2011

Directeur général et

§ion Europe

Pièce(s) jointe(s) :

Néant

SENS DE LA DECISION

La procédure de recours est indiquée au ve

Ce document est envoyé en recommandé avec A.R.



APPROXIMATE TRANSLATION OF 30/03/11 REFUSAL

République française, Ministry of the Interior, OFPRA

dossier: 2010-12-03992-EU-NHI

The application for asylum by Mr Maurice John KIRK is rejected for the following reasons:

The applicant, a British subject and former veterinary surgeon, alleges malicious obstruction by local administrators of the British judiciary system thus, among other things, preventing him from being reinstated in the Register of the Royal College of Veterinary Surgeons. He claims to have been threatened with death at the time of an arrest in 2009 and to have been the victim of illegal psychiatric imprisonment. A warrant for his arrest was [apparently] issued on 2nd November 2010 for an alleged assault. These disputes have caused delay in the therapeutic treatment of various other medical problems, in particular orthopaedic.

However, the applicant has provided no element, in his detailed but, nonetheless confused, declarations that could seriously establish that he be the object of persecution or threats without any protection being available in his country of origin.

Moreover, Great-Britain, a member state of the European Union, can be regarded as respecting the fundamental liberties; it is a country that has a judiciary system intended to guarantee its citizens the right to effective recourse in cases of infringement of these liberties. Hence, his application appears to be manifestly unfounded.

Fontenay-sous-Bois, 30th March 2011

Mourad DERBAK chef de la Division Europe OFPRA

IN THE CARDIFF COUNTY COURT

CASE NO.BS 614159-MC65 CF101741 CF204141

BETWEEN

MAURICE JOHN KIRK

Claimant

and

THE CHIEF CONSTABLE OF THE SOUTH WALES CONSTABULARY

Defendant

NOTE TO THE PARTIES

Mr Kirk asserts that he has been subject to Mappa 3 investigation or supervision.

The relevance, or degree of relevance, of such matters to the present claims is as yet unclear. (i) I am aware that MAPPA agency arrangements were not introduced until 2001, and that all but 3 of the incidents subject of claim in the present 3 actions antedate 2001. (ii) I do not know from what date Mr Kirk asserts he has been so subject, or whether a date is now known to him in consequence of the Crown Court trial of January 2010. (iii) I am not conversant with whether MAPPA arrangements go beyond the sharing of police information by the police with others, or perhaps more importantly with whom or with which bodies such sharing would be made. If relevant, as yet unclear, it would raise matters of discovery of any contemporaneous records and there may be issues of law which arise upon that.

I do not know whether the Defendant accepts that he has been so subject. Such may need enquiry, if it is correct that Chinese wall arrangements have been put in place between those representing the Defendant in the present civil actions and the Defendant in its present operational matters.

I invite urgent enquiry by solicitors for the Defendant as to whether it is accepted that Mr Kirk has been subject to MAPPA arrangements, and if so from what date, so that I can be informed on Tuesday 17th August when hearing Mr Kirk's application of (i) the factual position which they report or assert and (ii) their statement of position in relation to whether any obligation for disclosure arises.

13.08.2010

His Honour Judge Seys Llewellyn, QC



EXTRACT FROM LEAKED MAPPA
MINUTES

SOCIAL WORK ASSESSMENT -

E.

P.

This report cannot be disclosed to the patient

MAPPA INVOLVEMENT JUNE 2009

 The first involvement of the South Wales Psychiatric Service that I am aware of occurred in June 2009, when

TG

(FCMHN) and I were invited at very short notice to a MAPPA

3 meeting regarding Maurice Kirk. It was established that Maurice had been referred to the MAPPA by South Wales Police following discussion with the Independent Advisory Group.

- We were able to establish that, following the circulation of information from the Fixated
 Threat Unit (following the Highgrove incident), Maurice's GP had referred him to local
 psychiatric services. Dr Metters had met with Mr Kirk on one occasion and we were able to
 take his notes along to the MAPPA.
- It was explained that the subject of the MAPPA was deemed to be Level 3 partly because of
 the risk of attracting media attention, but also because of the risk he posed to himself and
 others by his actions. The meeting was informed that Maurice Kirk has a long history with

law enforcement agencies with a number of criminal convictions, together with a large number of civil actions and complaints being instigated against relevant forces. Currently, he has just over a hundred civil actions pending against South Wales Police, focused on a variety of individuals.

- In considering who was at risk, it was established that the South Wales' Police view is that he poses a definite risk to the Chief Constable and her family who all have enhanced protection currently. Also a level of protection currently being provided towards various others (members of South Wales Police, solicitors etc). It was also reviewed that South Wales Police have a firearms response which could mean that the MAPPA subject would be shot if he attempted to make any approach to the Chief Constable. Police spoke about their serious concerns that Mr Kirk had information about the whereabouts and family circumstances of various members of the police, court staff etc.
- It was reviewed that Mr Kirk has a criminal history mostly minor offences. Does not have a criminal history which includes previous use of firearms. Five offences against the person dating from 1978 to 1999 as well as four public order offences.
- The meeting was informed that in recent discussions with the CPS, it has been clarified that several of Mr Kirk's recent actions do not constitute an offence. Even his approach to the Chief Constable could be seen as his right to request an interview with her, necessary for the procedure of his civil court case.
- It was discussed that Mr Kirk has recently offered to sell a machine gun for £4000 on his website. Not known whether he is actually in possession of the machine gun. Has referred to

it as "she " and "her " on his website etc.

 At the meeting, it was reviewed that the police intend to take certain action which they anticipate will result in a remand into custody.

FIRST MEETING WITH MAURICE KIRK 17.08-09

After liaising with nursing staff, I met with Maurice Kirk together with an escorting member of nursing staff. I shook hands with Mr Kirk and asked if he would be prepared to meet with me. He put his cigarette out and suggested that we go to another room where there is no smoke. I thanked him for his consideration. I informed that I hoped to introduce myself and explain my role in the team and that I also had information to pass on to him.

Mr Kirk instructed me to continue whilst making note of my name and time of the talk etc. At one point, when I said that I found his method of communicating offensive, he apologised if I found it so. I asked him why it was necessary to make explicit notes of my name etc and he responded that it was necessary to keep a record of everything that happens as he is being detained illegally - both in prison and at the Clinic. I suggested that it would be helpful to hear his own story that has led to his detention in a medium secure unit. Also reflected that, up until now, he has met with team members who are considering medical model as it applies to him and his circumstances. Informed that social work is informed by other models.

Mr Kirk made it clear that he wished to discontinue the conversation. Informed him of telephone call from an Environmental Health Officer who would wish the opportunity to discuss some problems with him regarding one of his rented properties (leaking roof). Mr Kirk informed that



this was if no interest/concern to him in his current situation, that he was only concerned with his own predicament and with his family. He continued that he had no concern for the tenant (presumably) as the tenant was living off the state etc.

He declined to take the contact details from EHO stating that he couldn't telephone her and she would have to contact him. On checking with nursing staff, I was informed that Mr Kirk has 15 minutes access to the telephone per day (to phone out). Mr Kirk implied that he had other and more important business to attend to.

SECOND MEETING WITH MAURICE KIRK 19.08.09

I met with Maurice together with nursing escort to discuss with him, if possible, the remarks that he made in CTM yesterday (18.08.09) regarding family difficulties. In particular, the distress of both his wife and youngest daughter. I wanted to explain the need to gather information from a variety of sources to be able to make an informed assessment of mental state/behaviour.

Although interspersed with various preoccupations about past and current injustices and likely conspiracy between agencies that explain past and current situation, Maurice appeared thoughtful about my suggestion that I meet with Kirsty Kirk. He informed that he would contact her and

put it to her that it may be helpful to meet with me. He informed that she is suspicious and reluctant to involve herself and that, despite his intervention, she remains unlikely to agree to meet with me. We talked about various interpretations that could be put on his communications currently.

THIRD MEETING WITH MAURICE KIRK 24.08.09

IN THE CARDIFF COUNTY COURT

CASE NO.BS 614159-MC65 CF101741 CF204141 7CF0734S

BETWEEN

MAURICE JOHN KIRK

Claimant

and

THE CHIEF CONSTABLE OF THE SOUTH WALES CONSTABULARY Defendant

ORDER

BEFORE HIS HONOUR JUDGE SEYS LLEWELLYN QC.

Upon hearing the Claimant as a litigant in person and Leading Counsel for the Defendant

IT IS ORDERED THAT:

- 1. The Claimant's application to adjourn the trial of Actions 1, 2 and 3 is dismissed.
- The Claimant's application this day for permission to appeal the dismissal of his application to adjourn is refused.
- The Claimant's application to protect him from his perception that the Defendant is utilising phone tapping against the Claimant is dismissed.
- 4. The Claimant's application that the trial judge should recuse himself from hearing the trial is dismissed.
- 5. The Court having been advised that the Claimant was categorised as "MAPPA Category 3" for a period of time in 2009. It is ordered that the Defendant's solicitor should make urgent enquiries with the South Wales Police and provide a statement by 31 August 2010 in which the following is identified:



- (i) The dates upon which the Claimant was categorised as "MAPPA Category 3".
- (ii) The dates upon the Claimant was no longer categorised as "MAPPA Category 3".
- (iii) The dates of all "MAPPA" meetings at which the Claimant was discussed.
- (iv) The extent to which any documents might exist as a result of such meetings and whether it is understood by the Defendant that he or any other agency present at the meetings would object to disclosure of such documents in the context of these civil proceedings to the Claimant. In the event of any intended refusal the statement should seek to set out supporting reasons for any intended refusal.
- 6. Costs of today costs in the case.

DATED this 17th day of August 2010

This order was drawn up by Dolmans, 17 Windsor Place, Cardiff, CF10 4DS Solicitors for the Defendant.

Ms Tina Whitman, Morgan Cole, solicitors, Cardiff

17th May 2011

Maurice Kirk v Dr Tegwyn Williams re Bus Fares Claim

Dear Madam,

Further to our, possibly, constructive conversation this morning, I enclose one of two flyers to which I referred.

I requested your help to have my psychiatric reports, by Dr Tegwyn Williams, corrected as they are seriously affecting other ongoing litigation with third parties referring to them.

The chances of renewing my pilot's licences are also at serious risk.

I enclose the letter, I mentioned, referring to my complaint by way of a Judicial Review Application on the continuing conduct of HM Court Service in South Wales.

Copy to CAA

Yours sincerely,

Maurice J Kirk BVSc Puits aux Papillons, St Doha, 22230 Merdrignac, Brittany.

Copy to OPFRA, Paris.





Dr Tegwyn Williams, Forensic Psychiatrist Director of Caswell Clinic, Bridgend, South Wales.



Accused of falsifying medical reports and forensic history to obtain imprisonment without trial

"Maurice Kirk has evidence of significant brain damage to an area of his brain specifically related to selfawareness, judgment, decision making, self regulation of behavior and control of emotions".

"Maurice Kirk presents with symptoms entirely consistent with a mental illness namely Paranoid Delusional Disorder (fixed false beliefs unameanable to reason)".

Published by Maurice J Kirk BVSc

St Doha, 22230 Merdrignac, Brittany, France www.kirkflyingvet.com



Ms Tina Whitman, Morgan Cole, solicitors, Cardiff

18th May 2011

Maurice Kirk v Dr Tegwyn Williams re Falsified Medical Records

Without Prejudice

Dear Madam,

- 1. The South Wales Authorities conspired to falsify about one hundred and forty criminal allegations of which only around twelve were successful in your Welsh courts.
- 2. In 1992 I instructed English lawyers to sue for damages for the continuing police bullying, malicious prosecutions and false imprisonments.
- 3. Using these prosecutions the South Wales Authorities further conspired and succeeded in having my name removed from the veterinary register for life.
- 4. Police bullying then stopped, significantly, for almost ten years.
- 5. But in 2009 the Chief Constable's false' affidavit caused the South Wales Authorities, under 'Operation Chalice', to again conspire and have me remanded for nearly eight months on the ridiculous pretext of my being in breach of the 1968 Fire Arms Act for being in the possession, a year earlier, of a decommissioned WW1 antique aircraft machine gun!
- 6. A conviction was never intended as the South Wales Authorities were reliant on 'Operation Orchid' and clandestine MAPPA to have me either <u>shot</u> or jailed, without trial, using false psychiatric reports by your rogue NHS psychiatrist, Dr Tegwyn Williams, immune to prosecution within the Principality.
- 7. The 'due process' of law, in South Wales, is lamentable and clearly corrupt causing many to consider alternative methods of retribution.

Yours sincerely,

Maurice J Kirk BVSc

Copy to Cour Nationale Du Droit D'Asile, 93558Montreuil sous Bois Cedex, Paris

SCHEDULE OF A KEY TOUGHTS IN SHOWS

veterinary	***************************************			aga, iliku wa saarin wa	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			meneral programmes	general galler sides.	
Defendant but allow the Claimant to practice	en e						parked right outside surgery		blocked by successive members of HM Partnership)	
any one time, rotated dally, just to confuse	Actual Actual Control			antwent verbet de de met teleproper en			Superintendant Jones Police surveillance team		other incidents not in this schedule as	
vehicles would have been parked outside		***************************************	EN lastica	and the second s	Opporation of Benediction Section 1	15°	Manners Manners Inspector Trigg	migra and an extended and the second	burgled again and thief caught by Claimant	
Any selection					- Commenced and the control of the c	Police refuse any	Inspector Sydney Griffiths	8.4 BLOCKED	Voterinary Surnery Barry	09.01 93
Guernsey Marianne Fanshawe	Quashed in claimant's absence 03/6/93	# ⁻	p Upheld in claimant's absence 24/5/93	by CPS	2.No MOT 3. No Tax 4.Rectification ticket	Clare Willis Insp. Sidney Griffiths Linda Young John Kirkpatrick	Marianne Fanshawe Ms J Caross Clerk of Court	8.3 - Def	detective light	
Ford Escort	¥	All	-	2. &3.	1.No insurance	PS Huw Phillips	PS Huw Phillips	8.3 &9(II) - PoC	A48-Cowbridge.	02.01.93
								59 NIC65	Action 1 - BS 614159 - NIC65	Actio
Xeepoe	And the second s	To favore a room of payant filming		by whom?		Defendant South Wales Police	Claimant M Kirk BVSc			
Vehicle, its Nationality and name of registered	Appeal Judges?	Appeal Which charges	Conviction and which charges	Charges or reports Withdrawn or Quashed	Charges control or reported of	Names of Officers/ Individuals Alleged by	Names of Officers/ Individuals Alleged by	Pleadings Reference	Location	Date of police incident

, i.e. X

28.03.93	Detective tyre Dutside Claimant's Surgery at Tynewydd Road Barry	8.5 - Def PoC	PS Jane Lott Scott Parry Inspector RI Manners M Holmes S Kirke Inspector Price Court Usher	PS Jane Lott Insp. Collandry	2.No Tax	CPS	Defective	 Quashed (PC altered traffic ticket between issue and Appeal) 17/12/93	Ford Escort Guernsey Marianne Fanshawe
70,05.83	Arrested outside Claimant's surgery, Grand Avenue, Ely re BMW motor bike	8.5 - Def - PaC	PC Phillip Thomas BJ Price PC3150 BJ Prison governor lan Williams Dr Watson Thomas PC3052 Inspector Trigg M Powell	DC Phillip Thomas PC Beer DC David Griffiths DS Robert Powell PC Paines PS Huckfield PS Denis Crutcher PC Donovan PC Brown	1.Theft of bike 2.Garrotte type Instrument 3.Assault 4.No insurance 4. No MOT 5.No tax JAILED 28/5/93	All charges withdrawn by CPS			BMW 1000cc Motorcycle Guernsey Marianne Fanshawe
86 63	Bridgend Police	8.7 - PoC 8.7 - Def	Duty Sargeant Mrs Kiratie Kirk passenger	PC Simon Rogers Insp. Andrew Rice	1.No Driving Scence Scenarios 2.No Insurance 3. No MOT	All withdrawn by CPS or police?			Escort Cabriolet UK
2 00 93	Stopped at St Nichotas, Vale of Glam - no VEL	8.9 & 9(iii) - PoC 8.9 - Def	Mrs Kirstle Kirk passenger	PC Ivor Hillman PC Billington 22/9/93	1.Driving whilst disqualified 2.No insurance +? 04/10/93	All charges Withdrawn by CPS			Spittire UK Amy Johnson
5 5 2	Arrested in St Athen on suspicion of driving whilst disqualitied.	8.11, 9 (v) & 10 (ii) - PoC 8.11 - Def	Staphen Booker	Stephen Booker Ps Roy Goodman PC McDonagh (deceased)	1.Driving whilst disqualified 2. No insurance 3. No tax 4.No MOT JAILED	All charges Withdrawn by CPS			BMW 1000cc Motorcycle Guernsey Joseph F Bloggins





Coroner's car UK	F 0			Withdrawn by police	damage JAILED 09/08/94	Davies Davies DC Venners Insp. Smith DI Kendall PC Crabitse	3 =	Def	!	
	***********	-			And the second and the second		PO Xoreinen	8.16. 9(1x)&10(v)	Outside Barry	F8'80'80
Amy Johnson			koli vila sumani sa sangan jakan kala sa gapan			Insp. Davies PC Crabtree 09/08/94	Ciane Graham	5		
Spirine	And the second s		The second secon	Withdrawn by CPS	1.Driving whilst disqualified	PC Kerslake Insp. David Smith	Insp. David Smith	-Pac	Вапу	The state of the s
Ms Kirstie		- 777			water to congress	incident	The state of the s		-	9 08 34
Ford Cabriolet				Withdrawn by CPS	1.Fail to produce 2.No insurance	* 3	Mrs Kirstle Kirk Passenger	8.14 - Def	Stopped on Manor Way, Cardiff,	
Joseph F Bloggins		0.7			identification.		2		Claimant alleges	8.12.53
Guernsey	- Marin Carlos				number plates to obstruct	GITTENS	porce		Tynowydd Road	
Motorcycle				3	police	Driscoll Insp. Sidney	Surveillance	8.13 · Del	from rear of	
			man in groupe contains a man conscipración por constituente de la cons	NIA .	Supellarca	PC Christopher	A state designation in the address of the confidence of the content and the content on the color of the content	8.13 - PoC	Claimant's BMW	16.10.93
Guernsay Maurice Kirk	Judge Roderick Evans		2)without due care	by police or CPS	2.No insurance 3. No tax 4.No MOT 5. Fall to stop 6.Careless driving at 4 mph JAILED	PC Julian Kerstake PS Gareth Owen PC Simon Rodgers PS Atan Cowley	PC Bassett Jackie Seel Jane Walker Linda Holland Judge Evans QC		at roundabout outside.	And the second of the second o
Honda Act van	All Upheld	All	1)Fail to	1,3, and 4 withdrawn	1.Driving whilst	Nigel Reid DC Michael Hill	manufacture of the	- PoC 8 12 - Def	Station - stopped	



18 08.94	Near Barry Police Station	8.17&10(vi) PoC 8.17 - Def	· Linda Holland Insp. Smith Diane Graham	Insp. Smith DC Ginelle Francis PS Roy Goodman API Merit	1.Driving whilst disqualified 2. No Insurance	All withdrawn by CPS	Spittire
			на положения домента и дене заве	Superintendant Francis	10/08/94		Amy Johnson
21.07.95	52/53Tynewydd Road, Barry – assault on Claimant by Paul Stringer	8.18 - PoC 8.18 - Def	PC John Johnson Linda Holland Diane Graham 21/07/95	PC Jonathan Johnson	Stringer		N.A.
23,0 7.95	61/53Tynewydd Road, Barry – further assault by Paul Stringer	8.19 - PoC 8.19 - Def	Mr Paul Stringer Linda Holland Diane Graham Under cover surveillance police	PC Martyn James	Stringer Actual Bodily Harm	Charge against Stringer withdrawn due to" lack of evidence"	\$
24.07.95	Claimant's Surgery - attempt to break in by Paul Stringer	8.20 - PoC 8.20 - PoC	Mr Paul Stringer Linda Holland Insp. Sydney Griffiths surveillance police	None as no record of incident	A/W		N. Control of the Con
U6.08.95	Not stated - further assault by Paul Stringer	8.21 - PoC 8.21 - Dof	Mr Paul Stringer Linda Holland surveillance police	None as no record of incident	20		N/A
07.08.95	62 Tynewwydd Road, Barry – criminal damage to property by Paul Stringer	8.21 - PoC 8.21 - Def	Mr Paul Stringer Linda Holland Diane Graham surveillance police	None as no record of incident	Š		WA



mine of the second		RCVS Judgment			and the state of t	A CONTRACTOR OF THE CONTRACTOR	and the constant where the restricted decreases the special setting of the $\{(x,y,y),(y,y$	National Commence of the Comme	Sept
Quashed Judge Gaskell	only	1. Careless Driving. 2. Cross single white line at 4mph. Guilty Plea rendered MK "unfit to practice veterinary medicine" 8" Jan 05	withdrawn by CPS	driving driving 2.cross white line at 4mph 3. No insurance	Stephen PC Simon Rogers	PCA Stephans PC Simon Rogers Diane Graham	3(a)-(1) & 4 - Def	SCAIRER BAZOS	2.00.36
		Stopped part heard and quashed		Breach of Terrorism Act Feb 96 First Interviewed April 96?	DC Murphy DC Gibbs	DC Murphy DC Gibbs PC McBride Sue Jenkins London CPS RRB Munday Christopher Paul Ebbs under cover surveillance police	2 (a) - (f) · Def	Cardiff to Cardiff to Southern Ireland February Barry Magistrates	2. 15 to 60
					And the state of t			1741	The state of the s
		The state of the s	All Charges withdrawn by CPS	1.Eviction of Tenants Act 2.Gramina) damage	None as no record of incident	Inspector Jenner Ms Alison Jenner Anthony Gaphael Mr Peach Mr G Thomas Mr Harrison Mr D Jones	8.26 - PoC 8.26 - Def	Claimaint's Property, Cardiff surgery, Cowbridge Road	Jane 95



1943 Piper Cub G-KIRK Aircraft UK				Charges Withdrawn	Reported to CAA Flying without valid licence	PC Walters (Gwent Police) PC Hayes PC Philip Bracegirdie (Gwent Police)	Andrew Alshe Air Traffic Traffic Control Cardiff and Stayerton airports Williamson CAA	8 (a)-(c)-Def	Vale of Gamorgan	
Citroen, Volvo or one of six other vehicles Leigh Mallory, Jean Batten or Joseph F				All Withdrawn by CPS	Fail roadside breath test? Fail produce documents	DC McGregor PS Greaves PC Gareth Holmes	PC G Holmes Diane Graham	7 (a)-(d) - Del	Barry	0.000
Austin Allegro voterinary ambulance UK	2000		Stopped Quashed CPS file seized and prosecutor arrested		2.No insurance	None	'paddy' wagons 'paddy' wagons PC Ridley Ns J Caress Dawn Hawkins R Hirst Mr Stoffa, CPS	6 (a) (b) - Def		
Ford Orion UK Buzz Aldrin	quashed quashed PC altered traffic ticket Presiding Judge?	C A	All remaining Upheld	Ulter Confusion No. 6 removed by CPS	1. defective bumper 2. cracked windscreen 3. defective light 4. No insurance 5. Fail to produce 6. no seat belt	PC Andrew Roche	PC Roche Diane Graham	5(a)+(e) - Def	Road Link	210.97



Peugeot UK Miss B Kirk	Upheid Presiding Judge?	Refuse road side breath test	Refuse road side breath test	Withdrawn by CPS 4. Quashed	1. No seatbelt 2. Using mobile 3. Refuse roadside breath test 4. No insurance 5. No MOT Beaten up JAILED and beaten up	PS Geoffrey Roberts PS PS Pickett PS PS Pickett PS Mahony Dr Lush PC Price PC Coles	PS Geoffrey Roberts PS Pickett PS Mahony Or Lush PC Price PC Coles PC Goles Dawn Hawkins Dlane Graham Miss B Kirk	1)-(a)-(Road	
BMW 7 series						PC Wellbeloved	PC Wellbeloved		Test - A4050 south of Junction 33 of M4	35.04.00
BWW / series UK Miss Joan Batten	Upheld in claimant's absence. Medical note ridiculed Presiding	Fall to supply Road side 'chat' or breath	Fall to supply Roadside breath test	Claimant offered Obstruction charge by CPS, mid hearing, in place of 'refuse breath test'	1.Fall to supply Roadside breath lest 2. No irraurance JAILED	PC Humpreys PS Faulkner PC Anthony Kthiberg PC Gareth Holmes Insp. Bohun PC Uprichard PC Wienne Teresa Vivienne Teresa	PC Kihlberg PC Humphreys Ms J Caress Insp. Bohun Dawn Hawkins Judge Jacobs Judge Seys Llewellyn CPS	to (a) (j) - Def	B4255/Llantwit	23.01.00
D Williams	Judge Jacobs	Charges	t.Traffic light 2.id insurance 3. No MOT 4. Fall to produce docs	Zero reading at police station No. 5, withdrawn	1.Traffic light 2.No impurance 3. No IAU; 4. Fail to produce documents 5. Fail roadside Breath test JAILED	PC Abi Brown SPC Lewis Insp. Jonathun Lott Diane Griffiths	PC Abi Brown SPC Lewis Insp. Jonathan Lott Dawn Hawkins Diane Graham	9 (a)-(i)-Def	Barry Road,	01.12.48



Wagon UK		by CPS	2. Fail to			16 + Del	Rd Cardiff	
				PC 301 Zachary	PC2673	14.3 - PoC	=	20.12.00
MES VA KITK				n de la companya de				
Ş								
VW Campaign Wagon		by police	E	(Net) Manager Perchances, as	Court security Court manager Diane Graham	0(a) - 1007	March Court	The second of th
TANET And a contract Address compressed and a contract and an accordance and a contract and a co	The state of the s	W. F. L.	Ohernica		PC Gunstone	14.1 - 14.2 - Poc	Outside Cardiff	14.00
# ASS	en de la companya de			PC Gary Hayes		Print variant up (No. 18 print) (18 print) (
Miss Jean Ballen				PS McCarthy				***************************************
	- Cobbbe saure			PC David Barrett				Station or an annual sea
Ę		5	ALED	Kinibarg .	Holmes Diane Graham	The state of the s		
BMW 7 sones		Willbdrawn	Public Order	PC Robert Morgan PC Anthony	PC Gareth	14 (a) -(a) - Del	Liantwit Major	
the coules study or					of the jury	and digital and recommendations of the control of t		0% 00 00
	of incident	en y roman de men			All 12 members	and the second s		
	deny all				Judge N Cooke			
- P. Pilly Landshood	ROVS				CPS	Angeriera e spira		
					Diama Cashan	e nyindretten		
	100000000000000000000000000000000000000		9777		бох	ne n		
MRCVS	Claimant	**************************************			police in witness	e e e e e e e e e e e e e e e e e e e		
DWilliams			care		signalling to	ir if the sub		
Ş	Verdict		due	PC Bowers	inspector, in well	g ripote as a		
*	Zocali		Driving whiteut	PC Smith	Unnamed police			
Estate	agont va		9	Rowbillige	Chief Sup Jones	eering cha	e de la companya de l	
Ford Escort	Seddoor		driving	PC Linda	Court manager	13(a)-(1) - Def	Duagona	





Mrs VA Kirk		ALED	PS Geoffrey Roberts PC William Roberts PC Adrian Williams PC Tracey Selleck		elektroniste elekt	der in der	
Waggon Waggon	Domissed	disqualities 2. No insurance 4?	PC Robert Osbourne PC Andy James PS Linda	PG Robert Osbourne Dawn Hawkins Diane Graham	8(a)+d) - Cesi		en Majoran se haran kali juga jangan kanang yang sa
Ford Granada? UK Wilfred Barker	by CPS in		DS Davies	Dane Graham	7 (a)-(b) - Def	or Co	To the state of th
N/A			PC Bradbury PC Bradbury	inaction by the Defendant and therefore does not name any officers as being involved	6 (a)-(c) - Def	Barry stolen cheques	
Austin van UK Miss Amelia Earhart	Withdrawn by CPS	The Complaint before court is still <u>undisclosed</u> by Defendant having hidden it now from the Claimant, 11 judges and 18 magistrates.	PC Viatiers Insp. Christopher Patterson PC Pearce PS Rice Insp. Howard Davies Byron Williams Simon Turner Elaine Carr Maurice Dwaft	PC Walters Dennis Davies Andrew Morris S Kearsty-Evans Insp. Howard Davies Jackle Seel Roger T Martin Andrew Jones Ieuan Réas Diane Graham	2.1-2.4-FoC 2-5-Def	Clamorgan Show - Formon	15.08 8.98





Cowbride Vale of Glamore Police Station	May Llantwit 1995 Street, Barry
Cowbridge Vale of Glamorgan Outside Police Station	1 m
PoC 9(a) -(c) - Def	8.23
PC Bickerstaff PC Holehouse Court clerks Dr M Coleman Dr Baig PS Robert Davidson PS James Hall Dawn Hawkins Diane Graham Volvo Driver Known to police Passing van driver	PC O'Brien PC 556 Wilson Ms J Caress Stipendiary Magistrate - Watkins Covert Surveillance Police Team
PC Bickerstaff PC Holehouse PS Robert Davidson PS Michael George PS James Hall PC Thomas Warren PC David Giboney PC Claire Baxter- Jones PC Richard Collins PC Damian Seaton Dr A Baig Dr Martin Coleman	Police refuse any disclosure at all of incident
whilst disqualified 2 Public Order (frightened two large policemen) 3 No insurance	No Insurance Failing to produce documents
	All charges withdrawn part heard following allegations of perjury
Number 2.	
Z C N	
Stop by Judge part heard and quashed Judge Pearce?	Vehicle stolen shortly afterwards. Never recovered (Crushed in Barry scranvard)
Campaign Wagon Wagon UK UK Alicia Kirk Claimants fong suffering mother	Honda Acty Van. Guems

Further and better particulars on www.kirkflyingvet.com & www.wacl.org.uk

The Claimant, whilst in South Wales, has been jailed not less than 19 times.

29/05/2009